

Entretien avec
Christophe Grudler MEP
Député européen
Vice-Coordinateur de la Commission Industrie, Recherche et Energie (ITRE)
Membre des Commissions Affaires Etrangères (AFET) et Sécurité et Défense (SEDE)



1- Après l'adoption par le Parlement européen d'une résolution visant à renforcer les sanctions contre des hommes politiques et des dirigeants libanais, comment et quand le Liban peut-il toucher les résultats de cette résolution non contraignantes, et les sanctions annoncées par la France ?

Nous, parlementaires européens, avons voté une résolution très forte sur la corruption au Liban et soutenue par une grande majorité du Parlement européen.

C'est une résolution dont l'objectif principal est avant tout de soutenir le peuple libanais et lui venir en aide. Nous exprimons toute notre solidarité face à la situation actuelle du Liban, qui est un désastre causé par une poignée d'hommes de la classe politique au pouvoir.

Les hommes au pouvoir qui bloquent la situation, qui y trouvent même un intérêt, doivent être sanctionnés.

Nous appelons les États-membres de l'Union européenne, mais aussi la Suisse et le Royaume-Uni, à travailler ensemble afin d'inscrire sur la liste des sanctions de l'UE les noms des politiciens corrompus de haut niveau, qui font obstacle à l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth, ou encore de ceux qui font obstacle au plan de redressement.

Les ministres concernés ainsi que le Service européen pour l'action extérieure sont appelés à se donner les moyens d'agir dans ce sens.

Une fois que les sanctions seront appliquées, les libanais commenceront à être débarrassés de la corruption des élites corrompues.

Dans notre résolution, nous appelons également à la création d'un groupe de travail humanitaire, comme le souhaite la société civile et les ONGs. Cela permettrait aussi de renforcer la confiance, grâce à des contacts de confiance, et aider l'aide internationale, comme celle de l'UE, de l'ONU, de la Banque mondiale et du FMI, et donc à aider la population du Liban (et non les dirigeants corrompus du Liban). Nous demandons d'ailleurs un soutien urgent et supplémentaire de l'UE et des organisations internationales pour les services publics comme la nourriture, les fournitures médicales, l'éducation, et bien sûr l'électricité et le carburant.

2- Dans le cas où les résultats des élections législatives en 2022 n'apportent pas de changement, comme prévu, au niveau de la classe politique, est-ce que vous continuerez à soutenir les libanais ?

L'Europe aura toujours un regard bienveillant à l'égard du Liban. Et personnellement je suis un ami du Liban et de son peuple. C'est pour ça qu'avec mes collègues européens nous avons souhaité à travers

cette résolution, nous assurer que ces élections se tiendront bien en 2022, de manière libre, transparente et équitable. Un report des élections serait catastrophique.

Ensuite, je fais confiance aux libanais pour porter le changement qu'ils souhaitent et dont ils ont besoin à travers leurs votes. Je continuerai évidemment à les soutenir !

Cependant, les changements ne doivent pas attendre les élections de 2022 ! J'ai pris note de la formation récente d'un nouveau gouvernement, qui intervient après de longs mois, mais un travail immédiat sur la relance du pays est nécessaire.

3- Comment vous lisez les menaces reçues par le juge d'instruction Tarek Bitar suite à son enquête sur la double explosion du 4 août 2020 au port de Beyrouth?

Nous savons, et nous l'écrivons dans notre résolution, qu'il n'y a eu aucune enquête effective, car les juges ont été empêchés par les ministères et par les députés. L'obstruction qui a eu et a encore lieu est intolérable

Nous savons aussi que les autorités ont renvoyé le premier juge d'instruction après qu'il ait convoqué des personnalités politiques pour les interroger, et rejeté les demandes du second juge d'instruction de lever l'immunité des membres du parlement suspecté et d'interroger des membres haut placés des forces de sécurité.

Les menaces et l'obstruction systématique doivent cesser. Nous y veillerons.

J'appelle, avec mes collègues députés européens, à ce que des enquêtes soient menées, en toute indépendance, pour faire la lumière sur ce qu'il s'est passé exactement, sur le port de Beyrouth avec cette explosion dramatique.

et comment vous répondez à ceux qui prétendent que la France a refusé de fournir des images satellites au Liban sur cette catastrophe ?

Je ne suis pas certain de bien saisir la question. À ma connaissance, la France a bien transmis ces images, et elles sont même publiques.

Airbus Space a aussi publié en ligne des images satellites de Beyrouth, avant et après la double explosion, images qui témoignent des ravages causés sur une partie de la ville le 4 août 2020.

4-Nous voyons que vous travaillez toujours pour sauver le Liban, que représente ce pays pour vous et quels sont vos conseils aux hommes politiques libanais ?

Ma priorité est de soutenir le peuple libanais, qui souffre depuis trop longtemps tout en ayant une capacité de résilience impressionnante.

J'ai très à cœur d'aider le pays, comme je le peux, à se sortir de la crise pour qu'enfin les libanais retrouvent un accès aux services publics, aux biens de première nécessité etc.

Je les encourage à mener les enquêtes qu'il est nécessaire de mener. L'aide est là, présente et à disposition, mais nous ne pouvons pas prendre le risque que cet argent destiné au peuple libanais soit détourné au profit de personnalités en responsabilité corrompues.
On compte sur vous pour mener ces réformes difficiles mais essentielles pour sauver votre magnifique pays.

Par Maya Eid
Journaliste à LBCI